

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2000 — 1829

[2000/29213]

13 AVRIL 2000. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif au financement des actions de recherche concertées entre la Communauté française et les institutions universitaires habilitées à décerner des diplômes de deuxième et de troisième cycles

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les lois relatives à la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 12;

Vu le décret du 23 décembre 1999 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2000;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances en date du 14 février 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 février 2000;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 17 février 2000 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas le mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 15 mars 2000 en application de l'article 84, alinéa 1er, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1993;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française en date du 6 avril 2000,

Arrête :

Article 1^{er}. Aux conditions fixées par le présent arrêté et pour autant que le décret budgétaire le permette, le Gouvernement peut, sur proposition du Ministre qui a la recherche scientifique dans ses attributions, octroyer des subsides aux institutions universitaires habilitées à décerner des diplômes de deuxième et troisième cycles pour le financement d'actions de recherche concertées entre la Communauté française et ces institutions.

Art. 2. § 1er. Les actions de recherche concertées doivent concourir à atteindre un ou plusieurs des objectifs suivants :

a) le développement, au sein de l'institution universitaire, de centres d'excellence en recherche fondamentale considérés comme prioritaires par cette institution;

b) le développement de centres interuniversitaires d'excellence;

c) le développement, au sein de l'institution universitaire, de centres d'excellence pratiquant de manière intégrée la recherche fondamentale et la recherche appliquée et ayant en vue la valorisation économique et sociale des résultats des recherches.

§ 2. Les centres d'excellence visés au § 1er sont ceux qui se distinguent par les caractères suivants :

a) le nombre de publications de la ou des unités de recherche;

b) la notoriété des revues scientifiques qui accueillent ces publications;

c) les citations dans l'International Citation Index;

d) les distinctions scientifiques décernées aux chercheurs;

e) les communications originales à des congrès, colloques et symposiums, principalement celles présentées à la demande des organisateurs de la réunion;

f) la participation à des programmes de recherche internationaux;

g) le nombre et la fréquence de séjours de spécialistes et de chercheurs étrangers dans la ou les unités de recherche;

h) la dimension de la ou des unités de recherche et les moyens dont elles disposent (importance de l'infrastructure, moyens de fonctionnement propres par rapport au niveau du subside demandé).

Les centres interuniversitaires d'excellence sont des centres d'excellence qui relèvent de deux ou plusieurs des institutions universitaires visées à l'article 1er et qui instaurent un comité scientifique interuniversitaire pour la conduite et la gestion de l'action de recherche concertée.

Les centres d'excellence visés au § 1er, c), du présent article se distinguent en outre par les caractères suivants :

a) l'importance des moyens que la ou les unités de recherche consacrent à la recherche sous contrat et au développement de produits nouveaux ou de technologies nouvelles;

b) le nombre de demandes de brevets introduites et le nombre de brevets obtenus;

c) la notoriété du savoir-faire scientifique et technologique;

d) les développements qui ont donné lieu à exploitation industrielle ou commerciale;

e) les revenus acquis dans le cadre de contrats de licence, par la valorisation économique directe ou par la cession de savoir-faire scientifique et technologique.

Art. 3. Les actions de recherche concertées sont financées pour une durée maximale de cinq fois douze mois.

La subvention est destinée à couvrir des dépenses de personnel, d'équipement et de fonctionnement nécessaires à l'exécution du programme des recherches.

La part du financement consacrée aux dépenses de personnel durant la totalité de l'action de recherche ne sera pas inférieure à la moitié du montant total de la subvention de cette action de recherche concertée.

Art. 4. Pour bénéficier des subsides visés à l'article 1er, les institutions universitaires font appel au Conseil de la recherche institué par l'arrêté royal du 14 juin 1978 portant création d'un conseil de recherche dans les institutions universitaires.

Le Conseil de la recherche assiste le Conseil d'administration de l'institution dans la préparation de ses demandes de subsides au titre des actions de recherche concertées, dans la justification de ces demandes et dans l'administration des actions de recherche concertées pour lesquelles un subside est accordé.

Art. 5. § 1er. Les demandes de subsides sont introduites par le Recteur ou le Président du Conseil d'administration des institutions universitaires auprès du Ministre qui a la recherche scientifique dans ses attributions, dans les délais fixés par celle-ci.

Deux ou plusieurs des institutions universitaires visées à l'article 1er peuvent proposer au Ministre qui a la recherche scientifique dans ses attributions, de réaliser en commun une action de recherche concertée. Elles introduisent leur demande conformément aux dispositions du présent arrêté, chacune pour ce qui la concerne, et précisent, en outre, les modalités de leur collaboration.

§ 2. A l'appui de ces demandes, les institutions universitaires joignent :

a) une note du Conseil de la recherche de cette institution ayant pour objet :

— une évaluation des projets fondée sur l'avis d'experts étrangers à l'institution;

— la situation des actions de recherche concertées par rapport aux priorités retenues par l'institution en matière de recherche, dans le cadre de son potentiel scientifique et des ressources dont elle dispose pour ses activités de recherche;

— la description de la ou des unités de recherche auxquelles l'institution a l'intention de confier leur réalisation;

b) tout document justifiant que les conditions prévues à l'article 2 du présent arrêté se trouvent réunies;

c) la justification détaillée du montant du subside demandé.

§ 3. Après examen de la demande, en concertation avec l'institution, le Ministre qui a la recherche scientifique dans ses attributions fait connaître ses intentions par écrit à l'autorité universitaire qui a introduit la demande. Il prend une décision après avoir recueilli l'avis écrit de cette autorité.

Art. 6. L'utilisation du subside fait l'objet d'une convention, conforme au présent arrêté, conclue entre l'institution bénéficiaire et le Ministre qui a la recherche scientifique dans ses attributions.

Celle-ci prévoit, notamment, la répartition annuelle du subside octroyé. Toutefois, le Ministre ou son délégué peut autoriser le report du solde non utilisé en vue de couvrir des dépenses du premier trimestre de l'exercice budgétaire suivant.

Toute convention conclue dans le cadre du présent arrêté est soumise au contrôle administratif et budgétaire sur l'octroi des subventions et au contrôle de leur utilisation.

Art. 7. L'arrêté royal du 7 juillet 1976 relatif au financement des actions de recherche concertées entre l'Etat et les institutions universitaires habilitées à décerner des diplômes de deuxième et de troisième cycles, est abrogé.

Art. 8. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 2000.

Par dérogation à l'alinéa 1er, les actions de recherche concertées en cours de réalisation au 1er janvier 2000 restent soumises aux conventions conclues entre le Ministre qui a la recherche scientifique dans ses attributions et l'institution universitaire.

Art. 9. La Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 13 avril 2000.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,
F. DUPUIS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2000 — 1829

[2000/29213]

13 APRIL 2000. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de financiering van de overlegde onderzoeksacties tussen de Franse Gemeenschap en de universitaire instellingen die gemachtigd zijn om diploma's van de tweede en derde cyclus uit te reiken

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, inzonderheid op artikel 12;

Gelet op het decreet van 23 december 1999 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2000;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 14 februari 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 16 februari 2000;

Gelet op de beraadslaging van 17 februari 2000 van de Regering van de Franse Gemeenschap over het verzoek om advies dat de Raad van State binnen een maand moet uitbrengen;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 15 maart 2000, in toepassing van artikel 84, lid 1, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek;
Gelet op de beraadslaging van 6 april 2000 van de Regering van de Franse Gemeenschap,

Besluit :

Artikel 1. Onder de voorwaarden bepaald bij dit besluit en voor zover het begrotingsdecreet het toelaat, kan de Regering op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid het Wetenschappelijk Onderzoek behoort, toelagen toekennen aan de universitaire instellingen die gemachtigd zijn diploma's van de tweede en de derde cyclus uit te reiken, voor de financiering van de overlegde onderzoeksacties tussen de Franse Gemeenschap en deze instellingen.

Art. 2. § 1. De overlegde onderzoeksacties moeten bijdragen tot het bereiken van één of meer van de volgende doelstellingen :

- a) het ontwikkelen, binnen de universitaire instelling, van onderscheidingscentra voor fundamenteel onderzoek, door deze instelling als prioritair beschouwd;
- b) het ontwikkelen van uitmuntende universitaire centra;
- c) het ontwikkelen, binnen de universitaire instelling, van onderscheidingscentra die op geïntegreerde wijze fundamenteel en toegepast onderzoek verrichten en die de economische en sociale valorisatie van de resultaten van het onderzoek op het oog hebben.

§ 2. De onderscheidingscentra bedoeld bij § 1 zijn deze die zich door de volgende kenmerken onderscheiden :

- a) het aantal publicaties van de onderzoekseenheid (-eenheden);
- b) de faam van de wetenschappelijke tijdschriften waarin gepubliceerd wordt;
- c) de citaties in de International citation Index;
- d) de wetenschappelijke onderscheidingen toegekend aan de navorsers;
- e) de originele communicaties op congressen, colloquia en symposia, inzonderheid deze die op het verzoek van de organisatoren van de vergadering werden gedaan;
- f) de deelname aan internationale onderzoeksprogramma's;
- g) het aantal en de frequentie van de verblijfsperiodes van buitenlandse specialisten en navorsers in de onderzoekseenheid (-eenheden);
- h) de dimensie van de onderzoekseenheid (-eenheden) en de middelen waarover zij beschikt (beschikken) (omvang van de infrastructuur, eigen werkingsmiddelen in verhouding tot het niveau van de gevraagde toelage).

De interuniversitaire onderscheidingscentra zijn onderscheidingscentra die ressorteren onder twee of meer universitaire instellingen bedoeld bij artikel 1 en die een interuniversitair wetenschappelijk comité instellen voor de leiding en het beheer van de overlegde onderzoeksactie.

De onderscheidingscentra bedoeld bij § 1, c), van dit artikel onderscheiden zich bovendien door de volgende kenmerken :

- a) de omvang van de middelen die de onderzoekseenheid of -eenheden besteden aan het contractueel onderzoek en aan de vermenigvuldiging van nieuwe producten of nieuwe technologieën;
- b) het aantal ingediende brevettenaanvragen en het aantal bekomen brevetten;
- c) de vermaardheid van de wetenschappelijke en technologische know-how;
- d) de ontwikkelingen die aanleiding hebben gegeven tot industriële of commerciële uitbating;
- e) de inkomsten verworven in het kader van licentiecontracten, door de rechtstreekse economische valorisatie of door het afstaan van wetenschappelijke of technologische know-how.

Art. 3. De overlegde onderzoeksacties worden gefinancierd voor een maximale duur van vijfmaal twaalf maanden.

De toelage is bestemd om de personeels-, uitrustings- en werkingskosten te dekken, die men nodig heeft om het onderzoeksprogramma uit te voeren.

Het gedeelte van de financiering besteed aan de personeelsuitgaven tijdens heel de duur van de onderzoeksactie zal niet minder zijn dan de helft van het totaal bedrag van de toelage voor deze onderzoeksactie.

Art. 4. Om te genieten van de bij artikel 1 bedoelde toelagen doen de universitaire instellingen een beroep op de onderzoeksraad ingesteld bij het koninklijk besluit van 14 juni 1978 houdende instelling van een onderzoeksraad bij de universitaire instellingen.

De onderzoeksraad helpt de Raad van bestuur van de instelling bij de voorbereiding van zijn toelageaanvragen voor overlegde onderzoeksacties, bij de verantwoording van die aanvragen en bij de verantwoording van de overlegde onderzoeksacties waarvoor een toelage wordt toegekend.

Art. 5. § 1. De toelageaanvragen worden door de Rector of door de Voorzitter van de raad van bestuur van de universitaire instellingen ingediend bij de Minister tot wiens bevoegdheid het Wetenschappelijk Onderzoek behoort binnen de door hem vastgestelde termijnen.

Twee of meer universitaire instellingen bedoeld bij artikel 1 kunnen aan de Minister tot wiens bevoegdheid het Wetenschappelijk Onderzoek behoort voorstellen samen een overlegde onderzoeksactie te realiseren. Zij dienen hun aanvraag in, overeenkomstig de bepalingen van dit besluit, ieder wat haar betreft, en verduidelijken bovendien de nadere regels van hun samenwerking.

§ 2. Ter staving van deze aanvragen voegen de universitaire instellingen er volgende bescheiden bij :

- a) een nota van de Onderzoeksraad van deze instelling met als doel :
 - een evaluatie van de projecten steunend op het advies van deskundigen die met de instelling niets te maken hebben;
 - de toestand van de overlegde onderzoeksacties ten opzichte van de prioriteiten gekozen door de instelling op het gebied van het onderzoek, in het kader van haar wetenschappelijk potentieel en de middelen waarover zij beschikt voor haar onderzoeksactiviteiten;
 - de beschrijving van de onderzoekseenheid (eenheden) waaraan de instelling zich voorneemt de verwezenlijking ervan toe te vertrouwen;

b) alle bescheiden waaruit blijkt dat de voorwaarden bedoeld bij artikel 2 van dit besluit vervuld zijn;

c) de omstandige verantwoording van het bedrag van de aangevraagde toelage.

§ 3. Na onderzoek van de aanvraag, in samenspraak met de instelling, geeft de Minister tot wiens bevoegdheid het Wetenschappelijk Onderzoek behoort, aan de universitaire overheid die de aanvraag heeft ingeleid, schriftelijk kennis van zijn bedoelingen.

Hij neemt een beslissing na het schriftelijk advies van deze overheid te hebben ingewonnen.

Art. 6. Voor de aanwending van deze toelage moet er een overeenkomst gesloten worden, overeenkomstig dit besluit, tussen de begunstigde instelling en de Minister tot wiens bevoegdheid het wetenschappelijk onderzoek behoort.

In deze overeenkomst wordt onder meer in de jaarlijkse verdeling van de toegekende toelage voorzien. De Minister of zijn afgevaardigde kan evenwel de verdaging toelaten van het niet opgebruikt saldo om de uitgaven te dekken van het eerste trimester van het volgende begrotingsjaar.

Elke overeenkomst gesloten in het kader van dit besluit wordt onderworpen aan de administratieve en begrotingscontrole op het verlenen van de toelagen en aan het toezicht op de aanwending ervan.

Art. 7. Het koninklijk besluit van 7 juli 1976 betreffende de financiering van de overlegde onderzoeksacties tussen de Staat en de universitaire instellingen die gemachtigd zijn diploma's van de tweede en derde cyclus uit te reiken, wordt opgeheven.

Art. 8. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2000.

In afwijking van lid 1 blijven de overlegde onderzoeksacties waarvan de realisatie op 1 januari 2000 aan de gang is, onderworpen aan de overeenkomsten gesloten tussen de Minister tot wiens bevoegdheid het Wetenschappelijk Onderzoek behoort en de universitaire instelling.

Art. 9. De Minister van Hoger Onderzoek en Wetenschappelijk Onderzoek is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 13 april 2000.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
F. DUPUIS



F. 2000 — 1830

[2000/29252]

4 MAI 2000. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 28 décembre 1992 réglant l'organisation et le fonctionnement de la Commission d'homologation des certificats et des diplômes de la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret de la Communauté française du 3 juillet 1991 relatif à la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, notamment les articles 4, alinéa 3, et 7, alinéa 3;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française de 28 décembre 1992 réglant l'organisation et le fonctionnement de la Commission d'homologation des certificats et des diplômes de la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 mai 1999;

Vu l'avis de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises donné le 20 décembre 1999;

Vu la délibération du Gouvernement le 3 février sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 27 mars 2000 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition des Ministres ayant l'enseignement secondaire, l'enseignement de promotion sociale et la promotion sociale dans leurs attributions,

Après délibération du Gouvernement,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 2^{de} l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 28 décembre 1992 réglant l'organisation et le fonctionnement de la Commission d'homologation des certificats et des diplômes de la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises est remplacé par la disposition suivante :

« Article 2. La Commission comprend huit membres désignés comme suit par le Gouvernement :

1° un fonctionnaire général qui a l'enseignement secondaire dans ses attributions;

2° deux membres des services d'inspection de l'enseignement secondaire;

3° l'administrateur pédagogique du service d'inspection de l'enseignement de promotion sociale;

4° quatre membres du personnel de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, dont au moins deux conseillers pédagogiques.

Le Gouvernement nomme le président et le vice-président parmi les membres de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique.

Le Directeur général de l'Enseignement obligatoire désigne le secrétaire et son adjoint parmi le personnel de sa Direction générale; ils doivent avoir au moins le grade d'attaché.

Le président fixe le siège de la Commission en accord avec l'Administrateur général de l'Enseignement et de la Recherche scientifique. »